Colloque

Jeunesse(s), Engagement(s), Association(s) et Participation(s)

FIGEAC, 4 et 5 juin 2015

Atelier D : La place de la communauté

L'IMPACT SOCIÉTAL D'UNE PÉPINIÈRE D'INNOVATION EN MILIEUX RURAUX

LA FORMATION DES RURALISTES CHRÉTIENS ENTRE 1980 ET 2000

Christophe BATICLE
UMR CNRS 5190 LARHRA / Université d'Amiens

Contact : cbaticle@aol.com

Dans certains mouvements d'éducation populaire français, l'âge de la jeunesse se termine aujourd'hui à 30 ans révolus. C'est le cas du MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), né en 1963 de la refondation de la JAC (Jeunesse agricole catholique). Cette dernière, issue en 1929 des courants de l'action catholique, peut être considérée comme l'instigatrice de l'idée de modernité chez les paysans français[1], lesquels en firent le succès que l'on connaît avec la première agriculture européenne. Mouvement de masse, la JAC a en effet visé l'émergence d'une élite paysanne à même d'accompagner la modernisation agricole et le passage du statut de paysan, vécu comme un état, à celui d'agriculteur en tant que métier. Son successeur, le MRJC, a dû gérer « la fin des paysans »[2] et se cantonner à une influence plus modeste sur le plan des publics touchés. Ce mouvement constitue aussi la branche française du MIJARC (Mouvement International de Jeunesse Agricole et Rurale Catholique), dont il a été à l'origine. Le MRJC est encore partie prenante de l'éducation populaire, reconnu en tant que tel. Il s'est surtout positionné très clairement à gauche de l'échiquier politique, comptant aujourd'hui le Premier ministre Jean-Marc Ayrault parmi ses anciens militants.

Une des originalités du MRJC tient dans le fait qu'il s'agit du seul mouvement de jeunesse dirigé intégralement par des jeunes (à partir de 13 ans). Il en découle le statut qu'il propose à ses cadres : la *permanence*. Cette dernière consiste en une période de trois années non renouvelables pendant lesquelles le salarié militant sera en charge d'une partie du projet du mouvement. Les échelons de la permanence se situent entre la zone locale, le département, la région, le national et l'international (MIJARC). Surtout, appelé à la permanence, le « jeune en responsabilité » est à la fois un employé et un élu ; une bizarrerie difficile à faire accepter aux partenaires institutionnels (dont les ministères de l'agriculture et de la jeunesse). Ils sont aujourd'hui près d'une centaine à occuper cette fonction. Depuis 1963 on en comptabilise plusieurs milliers.

L'appel à la permanence est unanimement vécu comme une rupture fondamentale dans la trajectoire de vie, mais plus globalement le simple passage par le mouvement est décrit comme une bifurcation d'avec la primo-socialisation. Pour ces jeunes issus des petite et

[1] Cf. Jean-François Chosson : *Les générations du développement durable. 1945-1990*, Paris : LGDJ, 1990, « Décentralisation et développement local ». GREA : *Paroles et parcours de paysans : « Nous avons cru au progrès »*, Paris : L'Harmattan, 1996, « Alternatives rurales ».
[2] Cf. Henri Mendras : *La fin des paysans. Suivi d'une réflexion sur la fin des paysans, vingt ans après*, Arles : Actes Sud, 1991 (première édition : Paris, Armand Colin, 1967, « Futuribles »), « Esprit ».

moyenne agricultures, ainsi que du monde des ouvriers ruraux[3], s'engage un parcours politique où domine l'apprentissage d'une vision critique de la société et la recherche de voies alternatives, tant dans l'agriculture[4] que dans l'économie sociale et solidaire, et ce afin de revivifier les milieux ruraux. Autrement dit, le MRJC apparaît comme une école de formation idéologique, politique et pratique pour le développement local. On y élabore son projet professionnel en phase avec la philosophie personnaliste[5] du mouvement et conforme à une éthique comportementale inspirée par l'écologie sociale. La vie d'équipe y joue un rôle central qui aboutit à une forte endogamie[6]. Les parcours révèlent des retours en milieu rural afin d'initier des activités agri-rurales innovantes. On retrouve encore ces militants dans les instances politiques locales, le monde associatif et les structures syndicales.

Mais cette phase transitoire déterminante doit aussi se lire à l'aune des transformations qui affectent les milieux socioprofessionnels dans lesquels recrute le MRJC. En d'autres termes, après avoir été un incubateur pour la promotion sociale et culturelle, la tendance à la paupérisation des campagnes françaises l'amène à se transformer en sas de reclassement pour les enfants des générations du « développement rural »[7]. Si donc « les parcours tendraient à devenir moins standardisés, linéaires et moins prévisibles », cette contribution cherchera à proposer de compléter les variables retenues dans l'appel à communications par celle de l'espace, ici vu sous l'angle rural versus urbain (dichotomie qu'il conviendra de discuter). Les trajectoires individuelles s'appréhendent ainsi au travers de temporalités sociales (celles de groupes ruraux localisés développant une forte interconnaissance), mais également historiques (comme les manières dont les crises de l'emploi et du logement en France affectent certaines périphéries régionales). Les stratégies développées par ces collectifs de jeunes ruraux sont redevables d'une conjoncture plus générale qui se décline différemment selon les secteurs ruraux considérés. Elles permettent à des stratégies individuelles de se glisser dans les interstices du capitalisme contemporain. Pour cet individu, le résultat revient à un compromis

[3] Cf. Julian Mischi (coord.) : « Campagnes populaires, campagnes bourgeoises », dossier de *Agone*, n° 51, mai 2013. Voir également Julian Mischi et Nicolas Renahy : « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », introduction au n°, in Politix, n°83, volume 21, septembre 2008, « Mondes ruraux », pages 9 à 21.
[4] Cf. Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud : *Nouvelles questions agraires. Exploitants, fonctions et territoires*, Sèvres, La boutique de l'histoire, « Mondes ruraux contemporains ».
[5] Cf. le « personnalisme communautaire » conceptualisé par Emmanuel Mounier : *Écrits sur le personnalisme*, Paris, Seuil, 2000, « Points Essais ».
[6] Cf. Sandrine Nicourd : « Les engagements ont-ils vraiment changé ? », in Sociologies pratiques 15, n°2, 2007.
[7] Cf. Jean-François Chosson : *Les générations du développement durable. 1945-1990*, Paris, LGDJ, 1990, « Décentralisation et développement local ».

plus ou moins satisfaisant entre les idéaux nourris au sein du mouvement et les contraintes générées par le système économique d'ensemble : arbitrage entre lieu de travail et d'habitat, vie professionnelle et familiale, émancipation et aliénation dans l'emploi.

L'innovation se situe ainsi au cœur de son projet politique, puisqu'il s'agit dans ce mouvement d'être « force de proposition et de changement dans les milieux ruraux. ». Cette posture à l'égard de l'innovation n'est pas surprenante, dans la mesure où pèse l'héritage de la JAC vis-à-vis du progrès technique et technologique en agriculture, mais également social, avant et après la Seconde Guerre mondiale. Mais plus globalement, ce sont les espaces ruraux dans leur ensemble qui se sont trouvés impactés par le militantisme des jeunes Jacistes et de leurs aumôniers voués au mouvement.

Depuis 1963, le MRJC n'a eu de cesse de provoquer et d'accompagner le changement social dans ce que l'on dénomme désormais les « mondes ruraux »[8]. Ses dirigeants ont ainsi pris acte d'une « renaissance rurale »[9] qui a tourné court dès la fin du siècle dernier, pour ouvrir sur une relation beaucoup plus ambigüe quant à la présumée quête de sociabilité et d'interconnaissance qui serait le propre des néo-ruraux[10]. Non seulement le « C » du MRJC n'est pas sans poser problème à ses dirigeants nationaux, mais c'est aussi et encore la consistance du « R » qui est désormais interrogée. Reste la volonté de constituer un aiguillon pour des campagnes pleinement insérées dans la modernité avancée qui caractérise notre époque. Dans ce sens, la branche agricole du mouvement incite au passage à la production biologique, réfléchit aux circuits courts, s'inscrit dans la plurifonctionnalité des espaces ruraux[11], fait la promotion de l'équité en luttant contre l'hyper-productivisme ou encore les « pas-de-porte » qui contrarient la reprise des exploitants chez les « hors cadre familial ». La branche éducation s'inspire du personnalisme d'Emmanuel Mounier (revue *Esprit*) pour viser une école émancipatrice. La branche travail émet régulièrement des préconisations afin de favoriser l'insertion des jeunes dans la vie active, vilipende les inégalités de génération et de

[8] Cf. « Mondes ruraux », *Politix*, n° 83, septembre 2008, coordonné par Eric Doidy, Julian Mischi et Nicolas Renahy.
[9] Cf. Bernard Kayser : *La renaissance rurale*, Paris, Armand Colin, 1990, « U ». Voir également, *Ils ont choisi la campagne*, La Tour d'Aigues, Aube, 1996, « Essai ». Ainsi que, sous la direction de Bernard Kayser, *Naissance de nouvelles campagnes*, La Tour d'Aigues, Aube (avec le concours de la DATAR), 1993, « Monde en cours », série « Prospective et territoires ». Cette thèse d'une revivification démographique était en outre discutée par une autre analyse, dont celle du géographe Roger Béteille. Cf. *La crise rurale*, Paris, PUF, 1997, « Que sais-je ? » n°2914.
[10] Cf. Jean-Didier Urbain : *Paradis verts. Désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris, Payot & Rivages, 2002.
[11] Cf. Philippe Perrier-Cornet (dir.) : *Repenser les campagnes*, La Tour d'Aigues/Paris, Aube et DATAR, 2002, « Bibliothèque des territoires ».

genre, en appelle au développement du travail au service de l'homme. Les militants s'inscrivent aisément dans les projets de développement local, le secteur associatif et les instances politiques municipales ou intercommunales.

Dans ce sens, notre problématique consistera à questionner le rôle joué par les « jeunes en responsabilité » de 1980 à 2000, dans la mesure où cette population est aujourd'hui aux commandes d'un ensemble d'activités, généralement coopératives et axées vers l'économie sociale et solidaire. Quels sont leurs statuts à ce jour ? Comment ont-ils réinvesti leur expérience formatrice au sein du mouvement ? Quels réseaux activent-ils encore de cette mouvance de l'action catholique ? Nous constatons effectivement d'étonnants échanges culturels au sein de leurs parcours : bien que ruralistes acteurs des transformations des espaces ruraux contemporains, ils ont généralement capitalisé un passage dans l'urbanité pour réaliser leur projet professionnel et citoyen.

Dans le cadre d'une mission post-doctorale menée en 2013, ont été étudiées les trajectoires des anciens de ce mouvement entre 1980 et 2000[12]. Pour ce faire, approches quantitative et qualitative ont été combinées. D'une part, un questionnaire, auto-administré via internet, comportant 81 variables a permis de compiler des données sur les trajectoires socioprofessionnelles de quelques 903 répondants. D'autre part, 30 entretiens ont recueilli le verbatim d'un échantillon réparti sur quatre régions françaises (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Anjou et Pays basque français).

CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION

L'étude portait sur les personnes impliquées au sein du mouvement entre 1980 et 2000 inclus. En toute logique, l'amplitude temporelle s'étalait ainsi de 1963 jusqu'au moment de l'enquête, soit 2013[13].

[12] Cette étude, réalisée sous la direction de François Purseigle et de Jacques Abadie (ENSAT : Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse et INPT : Institut National Polytechnique de Toulouse), a bénéficié de l'expérience acquise avec Bertrand Hervieu. Cf. Cf. Bertrand Hervieu et François Purseigle : *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin, 2013, collection « U ».

[13] En effet, le MRJC concernant les jeunes de 13 à 30 ans, une personne âgée de 13 ans en 1963 a pu quitter le mouvement lors de ses 30 ans, soit en 1980. Et de la même manière, l'implication pendant l'année 2000 aboutit à ce que les moins de 17 ans à l'époque n'ont pas encore passé leur trentième année en 2013.

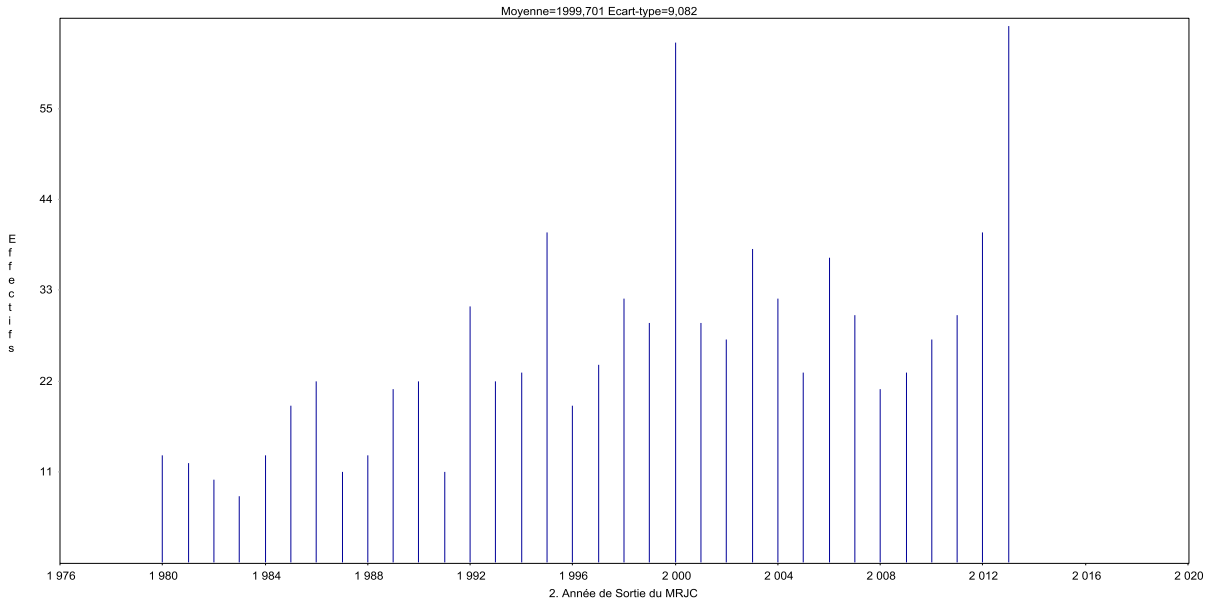
ANNÉE D'ENTRÉE	**Effectifs**	**%**
Non réponse	8	0,9%
Jusqu'en 1968	21	2,3%
[1969-1975]	60	6,6%
[1976-1981]	133	14,7%
[1982 à 1988]	216	23,9%
[1989 à 1995]	305	33,8%
Après 1995	160	17,7%
Total	**903**	**100,0%**

Borne inférieure=1962 ; Borne supérieure=2001 ; Somme=1778729 ; Moyenne=1987,41 ; Ecart-type=8,37 ; Classes d'amplitude égale : 6.

Les deux décennies sur lesquelles a porté l'étude sont relativement équilibrées, sachant que les années 90 restent surreprésentées si l'on tient compte de la décroissance des effectifs sur le temps. Le fait de procéder via internet, et la plus grande facilité à contacter des individus pour qui le MRJC relève de l'histoire personnelle proche, ont de ce fait été en partie contrecarrés. Par ailleurs, les non-réponses ne concernent que moins d'1% de l'échantillon.

Quant à l'année de sortie du mouvement, les non-réponses sont ici plus nombreuses, mais restent à un niveau très bas (2,5%). En revanche, tous les répondants se situent dans la fourchette d'années 1980-2013.

Répartition des répondants par Année de Sortie du mouvement

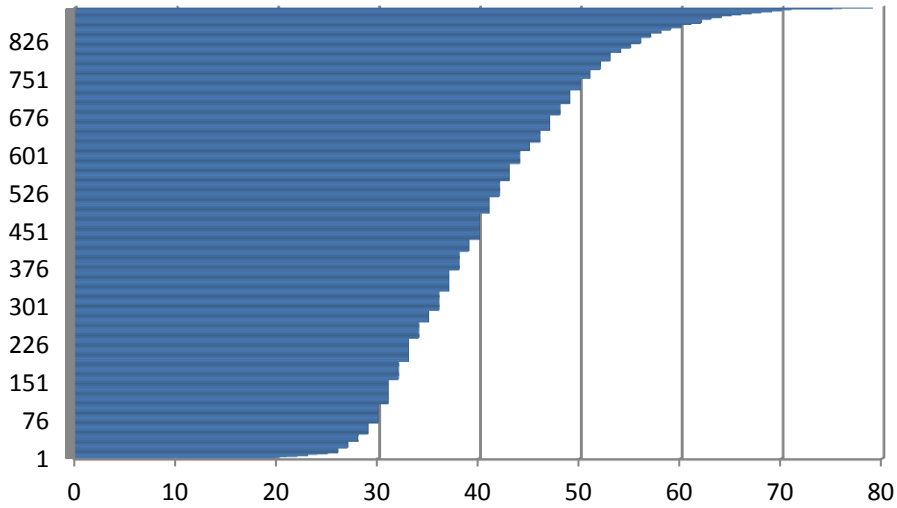


La répartition des répondants par années de sortie montre un étalement d'ensemble qui évite les grandes surreprésentations. En revanche, l'année 2013 est très présente avec 65 répondants, ce qui laisse penser que ces personnes sont encore au MRJC au moment de l'enquête, mais qu'elles se sont senties concernées dans la mesure où elles entrent dans le champ de l'enquête : présence dans le mouvement entre 1980 et 2000.

Situation familiale en fonction de l'âge

Une autre manière d'appréhender les questions temporelles tient dans l'âge des enquêtés. Sur ce point, les réponses valides culminent à 98,5% de la population.

Répartition de la Population selon l'Âge



L'échantillon se répartit entre un minimum isolé de 17 ans et un maximum de 79. Les répondants âgés de moins de 26 ans ne pouvaient pas, a priori, adhérer au MRJC avant 2001, dans la mesure où l'entrée en 2000 à 13 ans implique d'avoir 26 ans au moment de la passation du questionnaire en 2013. De ce fait, vingt de ces questionnaires peuvent être considérés comme hors champ[14].

Par ces âges, on en déduit que la population est ici née entre 1934 et 1996, soit une amplitude de 62 années. C'est dire si l'échantillon doit ici être appréhendé en rapport à des contextes historiques forts différents, qu'il s'agisse du mode de vie, des valeurs ou des évènements sociétaux marquants pour chaque génération. Le classement par individu révèle une progression homogène entre 30 ans et 50, seules les extrémités montrant une courbe moins pentue. Les trois quarts de la population se situent entre 30 ans et 59, soit des individus nés entre 1954 et 1983. Les premiers ont donc vécu adolescents des évènements comme mai 1968, alors que les derniers étaient trop jeunes pour se souvenir de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en 1981, deux dates qui ont eu une influence notable sur le MRJC.

La caractérisation du public ici enquêté passe par les variables sociodémographiques canoniques de la sociographie, à commencer par la situation familiale et l'habitat. En premier lieu, la situation familiale n'a pas ici le rôle relativement flottant qu'elle peut recouvrir dans la

[14] Nous les avons néanmoins conservés dans l'investigation dans la mesure où ces personnes sont soit sorties du mouvement, et correspondent donc à l'étude des « anciens », soit parce qu'elles se situaient à la marge de la période d'analyse.

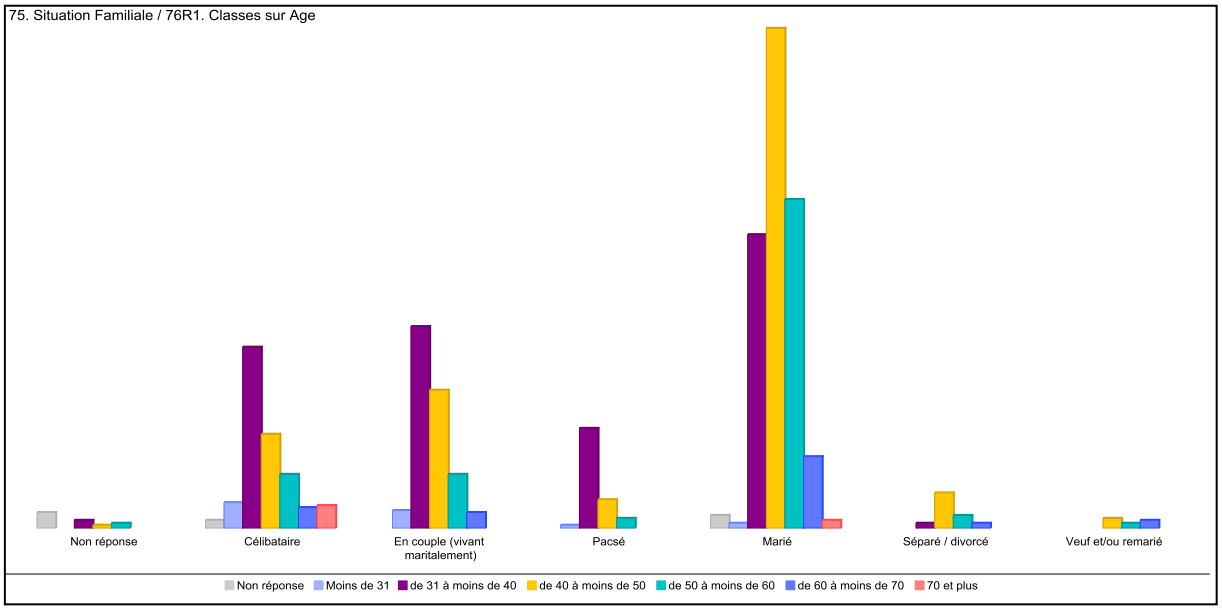
plupart des enquêtes où il s'agit simplement de qualifier une population au regard d'un statut social comme le mariage, tout en mesurant les écarts à cette norme. Dans la mesure où l'institution maritale a perdu de son poids prescriptif avec la sécularisation de nos sociétés, les données tirées de cette variable peuvent difficilement fournir un indicateur de conformisme, tant les motifs pour se marier sont divers.

SITUATION FAMILIALE	**Effectifs**	**%**
Non réponse	12	1,3%
Célibataire	159	17,6%
En couple (vivant maritalement)	167	18,5%
Pacsé	55	6,1%
Marié	478	52,9%
Séparé / divorcé	23	2,5%
Veuf et/ou remarié	9	1,0%
Total	**903**	**100,0%**

Il en va ici tout autrement s'agissant d'un mouvement se référant explicitement à la chrétienté. On peut ainsi poser l'hypothèse que le choix du mariage ou d'une autre forme de vie en couple fait écho au clivage entre l'adhésion à la foi et sa plus ou moins forte corrélation avec le soutien aux autorités ecclésiastiques. Ce distinguo, se présente comme une ligne de démarcation forte au sein du mouvement, certains militants prônant un rapprochement avec les évêchés, quand d'autres préconisent une rupture radicale avec le « C » du MRJC.

Le tri à plat montre ainsi une majorité de répondants mariés, avec cependant une forte minorité de personnes vivant en couple en dehors de l'institution du mariage. La vie maritale et le PACS représentent ensemble un quart des réponses valides. Pour autant, on observe que divorces et séparations restent à un niveau marginal. Ces statuts matrimoniaux doivent néanmoins être rapportés aux cycles de vie, notamment le passage du célibat à la vie en couple.

Répartition des Situations Familiales en fonction de la classe d'âge



Ce premier tri croisé permet de constater que le célibat est très loin de correspondre à une phase juvénile. Même si ce statut décroit avec l'âge il reste élevé chez les quadragénaires. Le PACS en revanche paraît répondre à des attentes plus en phase avec les aspirations des trentenaires, les effectifs s'effondrant avec les générations précédentes. Quant à la vie maritale, si elle est davantage le fait de trentenaires, elle est également largement adoptée par les quadras.

Corrélation entre la Situation Familiale et l'Âge

Situation Familiale / Classe d'Âge	Non réponse	Célibataire	En couple (vivant maritalement)	Pacsé	Marié	Séparé / divorcé	Veuf et/ou	Total
Non réponse	6	3			5			**14**
Moins de 31		10	7	1	2			**20**
de 31 à moins de 40	3	71	79	39	115	2		**309**
de 40 à moins de 50	1	37	54	11	196	14	4	**317**
de 50 à moins de 60	2	21	21	4	129	5	2	**184**
de 60 à moins de 70		8	6		28	2	3	**47**
70 et plus		9			3			**12**
Total	**12**	**159**	**167**	**55**	**478**	**23**	**9**	**903**

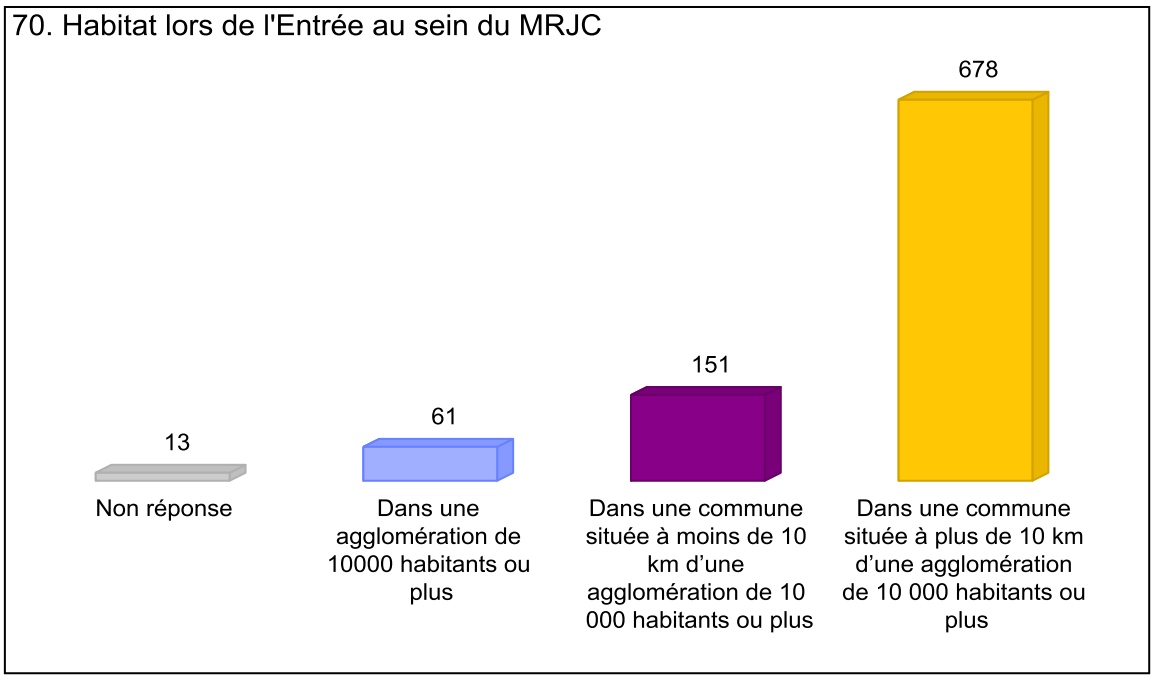
Khi2=191,3 ; ddl=36 p=0,001 ; (Val. théoriques < 5 = 29) ; V de Cramer=0,188.

Le même croisement, en indiquant cette fois les valeurs révélant des liens forts entre les deux variables, fournit une explication des logiques qui prévalent quant au statut matrimonial en fonction des générations. En premier point, le célibat répond à deux générations situées aux extrémités générationnelles, à savoir les plus jeunes certes, mais également les plus âgés, parmi lesquels on trouve les membres du clergé, notamment les anciens aumôniers du mouvement. La vie maritale répond davantage à une gradation inverse à celle de l'âge. Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau, mais d'un statut privilégié dans la décennie des trentenaires. Situation transitoire ou plus durable, le couple hors mariage émerge comme un phénomène discriminé par l'âge. Une tendance encore plus évidente pour le PACS, principalement retenu par les trentenaires. La logique est en revanche plus floue chez les personnes mariées, les séparations et divorces ne permettant d'expliquer que partiellement

le recul observable chez les quadras. On ne peut donc pas exclure une modification des comportements à l'égard de l'institution maritale entre les trentenaires contemporains et les générations plus âgées.

L'habitat au moment de l'entrée dans le mouvement et en 2013 : l'attachement rural et l'attrait urbain

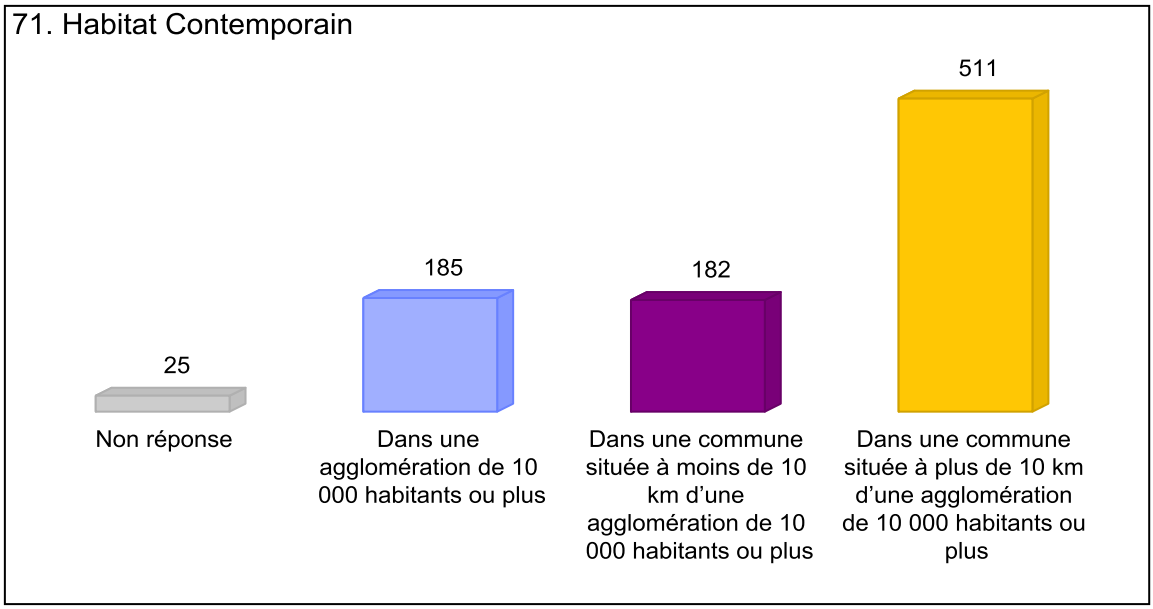
Il existe au moins quatre grandes catégories de motifs pour s'intéresser à l'habitat. Primo, le mouvement prône depuis ses origines le développement local en milieu rural et une certaine forme de « vivre et travailler au pays ». Secundo, la répartition géographique de l'échantillon permet de discerner les secteurs qui restent vivaces, même si la mobilisation autour de l'enquête a pu passer par le truchement des réseaux ; ce dont il convient d'avoir conscience. Tertio, les entretiens ont révélé une tendance des jeunes passés par le MRJC à capitaliser leur expérience en la valorisant, au moins un temps, dans des secteurs d'activités nécessitant un investissement dans de longues études, ce qui a pu dans certains cas les diriger vers les villes pourvoyeuses d'emplois à forte valeur ajoutée. Enfin, pour une association de l'éducation populaire se définissant par un type d'espaces de prédilection, il importe de connaître le pouvoir d'attraction représenté par la catégorie de lieux, certes vague et protéiforme que l'on appelle le « rural ».



Le choix ici retenu a consisté à ne pas retenir la définition longtemps dominante du rural, soit toute commune agglomérant au plus 1 999 habitants, hors double-comptes. Ce critère apparaît effectivement, et de plus en plus, contrarié par les dynamiques de périurbanisation[15]. Pour ce motif, nous avons opté pour une catégorisation originale, mais davantage adaptée à la configuration de l'enquête, à savoir la combinaison entre la taille de la ville centre à laquelle se rattache la commune d'habitat et la distance d'avec cette cité. Le seuil des 10 000 habitants s'est justifié par les qualités proprement urbaines généralement associées en France à ce dimensionnement. Le nombre de km séparant la résidence de la cité est plus arbitraire dans la mesure où cette distance doit être ramenée au temps moyen de parcours, ce qui dépend des moyens de transport. Quoiqu'il en soit, ces deux critères combinés permettent d'éviter d'une part les biais de la première couronne périurbaine confondue avec les espaces plus isolés, et d'autre part le risque des agglomérations multi-communales.

Il ressort de cette approche un échantillon répondant massivement à la question de l'habitat, puisque le taux de non-réponse s'établit à seulement 1%. Ces anciens sont ainsi très massivement issus de localités situées à plus de 10 km de la première agglomération d'au moins 10 000 habitants (pour les trois quarts). A l'opposé, moins de 7% (61) résidaient dans ces mêmes agglomérations. Ce que l'on pourrait rapprocher du périurbain recueille quelques 17% des réponses. Nous sommes bien face à un recrutement essentiellement rural, bien qu'il ne s'y limite pas. Il va également de soi que ces 10 km peuvent représenter un obstacle conséquent à l'influence urbaine lorsque par exemple on se situe dans des territoires montagneux.

[15] Par ailleurs, il n'est pas réalisable de reclasser chaque commune d'habitat dans les typologies plus fines proposées par l'INSEE, cette liste n'étant pas disponible. De plus, une question de ce type posait la difficulté des non-réponses de par son caractère intrusif et pour tout dire policier. Enfin, les probables homonymies entre toponymes, voire les erreurs d'orthographe promettaient de rendre le repérage communal délicat.



La situation telle qu'elle se présente au moment de l'enquête se révèle très différente. Non seulement le taux de non-réponses augmente sensiblement, mais surtout la modalité dans laquelle on a le plus de chance de trouver des communes dites rurales a perdu 167 répondants au profit principalement des agglomérations de 10 000 habitants au moins (plus 124), et de façon moindre en faveur des communes pouvant se situer dans le rural sous forte influence urbaine (plus 31).

On observe par là une tendance à l'urbanisation des répondants entre la période initiatrice du MRJC et celle de l'enquête. Ce constat ne peut être que marginalement le produit d'une augmentation de population pour les communes d'entrée, qui seraient alors passées au-dessus du seuil des 10 000 habitants, ce que l'on aurait pu constater plus facilement avec la barre des 2 000 habitants agglomérés. Pour autant, on peut relativiser cette tendance avec le mouvement général d'urbanisation qui concerne la France sur la période d'étude.

Croisement entre l'habitat initial et l'habitat contemporain

HABITAT INITIAL **HABITAT CONTEMPORAIN**	Non réponse	Agglomération de 10000 habitants ou plus	Commune située à moins de 10 km d'une agglomération de 10000 habitants ou plus	Commune située à plus de 10 km d'une agglomération de 10000 habitants ou plus	**Total**
Non réponse	10	1	3	11	**25**
Dans une agglomération de 10000 habitants ou plus		24	27	134	**185**
Dans une commune située à moins de 10 km d'une agglomération de 10000 habitants ou plus	2	9	70	101	**182**
Dans une commune située à plus de 10 km d'une agglomération de 10000 habitants ou plus	1	27	51	432	**511**
Total	**13**	**61**	**151**	**678**	**903**

Khi2=202,7 ddl=9 p=0,001 (Val. théoriques < 5 = 5) V de Cramer=0,274.

Si l'on s'intéresse maintenant aux transfuges entre modalités, on s'aperçoit qu'une grande stabilité caractérise dans son ensemble la population prise sous l'angle de cette catégorisation, ce que montrent encore les corrélations représentées par les rectangles teintés. En revanche, lorsque transfuges il y a, ils concernent surtout les ruraux partis s'installer dans des agglomérations (134), alors que le mouvement inverse ne s'applique qu'à une minorité (27 personnes). Mouvement ruraliste, le MRJC voit donc une part conséquente des jeunes qu'il a contribué à former s'installer dans les villes, alors qu'il attire moins vers les campagnes ceux qui provenaient de ces mêmes villes.

C'est ce que l'on peut également appréhender au travers des départements de résidence déclarés selon le même principe binaire que précédemment, à savoir d'abord lors de

l'introduction dans le mouvement, puis au moment de l'enquête[16]. En termes de représentation, les répondants proviennent de 78 départements sur les 100 que comptent la France métropolitaine et l'Outre-mer. On monte à 83 pour la période d'enquête, auxquels s'ajoutent 9 pays, jusqu'à la Chine. Ces indications ne valent pas représentativité de la population globale du MRJC entre 1980 et 2000, mais fournissent une appréciation géographique de la pérennité du réseau MRJC encore aujourd'hui. Elles montrent encore que si le recrutement a pu s'inscrire dans des départements à forte minorité rurale, les militants ont eu ensuite tendance à se disséminer sur l'ensemble du territoire national et même au-delà, notamment dans des aires plus urbaines. La montée en puissance des départements d'Ile-de-France en est un bon révélateur. On passe ainsi de seulement trois répondants à 27.

On peut encore s'intéresser, non pas tant à la notion d'autochtonie, mais à l'idée d'une certaine pérennité d'installation sur les territoires, en comparant les départements déclarés par chaque répondant. A ce niveau, ils sont 513, soit 57,4% à se situer sur le même département entre leur entrée dans le mouvement et le remplissage du questionnaire. Sans préjuger d'une continuité temporelle (à parfois un demi-siècle d'intervalle), on peut au moins en conclure que près de six sur dix ont maintenu des relations avec leur département au point d'y résider toujours, ou à nouveau en 2013.

LE CAPITAL CULTUREL ET LES ORIGINES SOCIALES

La caractérisation sociographique de toute population passe également par deux autres dimensions fondamentales que sont la formation et l'un de ses puissants déterminants, à savoir les origines socioprofessionnelles.

Le niveau de formation

On entend couramment par capital culturel l'ensemble des ressources qui, en termes de savoir, permettent d'accéder à certains champs sociaux, notamment professionnels et relationnels. Si le diplôme est très loin de constituer le seul critère du capital culturel, il en est pourtant un pilier central et le plus repérable.

[16] Nous disposons de quelques 890 réponses pour cette variable, légèrement plus quant à l'habitat au moment de l'entrée au MRJC. C'est un taux de réponse massif, de l'ordre de 99%, qui permet de se trouver ici très proche de la réalité pour la population étudiée.

NIVEAU DE FORMATION MAXIMAL ATTEINT	Effectifs	%
Non réponse	8	0,9%
Sans diplôme ou formation qualifiante	1	0,1%
Brevet des collèges	7	0,8%
CAP	8	0,9%
BEP	7	0,8%
BEP Agricole	12	1,3%
Bac Pro	26	2,9%
Bac Agricole	12	1,3%
Bac général	44	4,9%
BTS / DUT	113	12,5%
BTS Agricole	66	7,3%
DEUG (Licence 2)	58	6,4%
Licence 3	172	19,0%
Maîtrise (Mater 1)	113	12,5%
DEA / DESS (Master 2)	124	13,7%
Diplôme d'ingénieur	43	4,8%
Ingénieur Agricole	19	2,1%
Doctorat	20	2,2%
Autre	50	5,5%
Total	**903**	**100,0 %**

En France, c'est en particulier l'école sociologique initiée par Pierre Bourdieu qui a fait la démonstration éclatante du rôle joué par l'école dans la reproduction sociale. En quelques mots, le principe du « Tel père, tel fils » passe aussi par la formation académique qui, au travers de ses modes de sélection, procède à un véritable tri social ne disant pas son nom. Une plus ou moins grande réussite, ou mieux l'échec aux examens, sont lus comme la résultante du mérite des élèves, voire de leur « don » pour les études. Au-delà de cette

mystification, on peut s'interroger sur ce « capital scolaire » (qui ne résume certes pas à lui seul la dotation en capital culturel), comme un indice de l'implication dans l'obtention de ces sésames parmi les plus performants dans la société française contemporaine.

Et force est de constater en la matière que l'on se trouve face à une population particulièrement bien qualifiée. On relèvera en effet que 90% des répondants à cette question ont au moins atteint le niveau Bac et plus de 81% le premier échelon des études supérieures. Autre élément permettant de qualifier cet investissement dans la formation diplômante, on observe que parmi les niveaux Bac, les filières professionnelles font presque jeu égal avec les filières générales (46%/54%). Maintenant, l'écart se creuse dans les formations supérieures, dans la mesure où le rapport entre les diplômes à visée plutôt technique (BTS, BTS agricole, DUT, ingénieur, ingénieur agricole) et ceux plus généralistes passe à un tiers/deux tiers. On notera encore plus de 12% (109 répondants) de titulaires d'un niveau acquis dans l'enseignement agricole, majoritairement des BTS. Une seule réponse fait état d'une absence de diplôme ou de formation qualifiante, ce qui s'avère extrêmement peu, alors que le taux de non-réponse se situe en-dessous de 1%.

Les origines socioprofessionnelles

Si l'on suit le déterminisme exposé précédemment, la PCS et le secteur d'activité des parents ont pu constituer un puissant incitateur à ces études souvent longues[17].

[17] Nous avons retenu ici la classification INSEE en huit niveaux, ramené à 7 puisque la question portait sur la dernière activité, ce qui permet de regrouper les inactifs et inactifs ayant déjà travaillé. Cette catégorisation permet en effet les comparaisons avec la réalité sociétale en France.

Dernière PCS du Père	**Effectifs**	**%**
Non réponse	117	13,0%
Agriculteur exploitant	339	37,5%
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	70	7,8%
Cadre, profession intellectuelle supérieure	74	8,2%
Profession intermédiaire (contremaître, technicien, instituteur, etc.)	115	12,7%
Employé	84	9,3%
Ouvrier	99	11,0%
Sans activité professionnelle	5	0,6%
Total	**903**	**100,0%**

Contrairement à la plupart des questionnements posés dans l'étude, ici le score atteint par les non-réponses est plutôt important (13%). C'est là peut-être une indication quant au caractère sensible de l'interrogation.

Il importe de ne pas en rester à ces chiffres globaux pour rapporter ces scores à la stratification socioéconomique dans l'ensemble du pays.

Comparatif Pères MRJC / Hommes France (2011) [Hors non-réponses]	**Pères MRJC**	**France Actifs & Retraités**
Agriculteur exploitant	43,1%	3,4%
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	8,9%	8,1%
Cadre, profession intellectuelle supérieure	9,4%	16,5%
Profession intermédiaire (contremaître, technicien, instituteur, etc.)	14,6%	19,0%
Employé	10,7%	10,4%
Ouvrier	12,6%	29,3%
Sans activité professionnelle	0,6%	13,2%
Total	**99,9%**	**99,9%**

Quoiqu'il en soit, ressort une surreprésentation massive du milieu agricole des exploitants. Plus de 43% des réponses interprétables relèvent de cette origine socioprofessionnelle sur le versant paternel. Il convient de comparer cette proportion avec celle qui sert de référence, à savoir 1,6% des hommes actifs âgés de 15 ans et plus en France en 2011. Ce qui revient à dire que les anciens militants du MRJC sont 27 fois plus souvent issus de ce secteur que l'ensemble de la population française potentiellement active. Il faudrait néanmoins tenir compte des retraités de l'agriculture pour réaliser une comparaison judicieuse, soit 1,8%. Mais même avec 3,4% d'agriculteurs-exploitants en activité ou retraités, le rapport avec l'échantillon est encore de 1 pour 12,6 en faveur des anciens du mouvement. C'est dire si le MRJC continuait à recruter dans cette corporation sur la période d'étude. Il n'est d'ailleurs pas à exclure que le milieu agricole soit en réalité mieux représenté encore au travers des enfants d'ouvriers agricoles et de professionnels des activités para-agricoles (conseillers techniques, agents de développement etc.).

Les composantes ouvrière et d'encadrement sont en revanche bien moindre à la proportion nationale, et de façon moins accentuée les professions intermédiaires sont aussi moins présentes chez les pères des répondants. Seuls les commerçants, artisans et chefs d'entreprise se trouvent proches du niveau de ces professions dans l'hexagone. Une autre spécificité de la population répondante est néanmoins cette dimension indépendante pour plus

de la moitié des pères (52% contre 11,5% en France). Quant aux inactifs, leur sous-représentation est évidemment à comprendre comme un effet de l'âge avancé des ascendants pour nombre de répondants.

Dans l'ensemble, nonobstant la taille des exploitations agricoles, ces derniers paraissent originaires de milieux sociaux plutôt modestes, seule une petite fraction des agriculteurs pouvant être classés dans les franges supérieures de la stratification sociale.

Concernant les mères maintenant, nous avons jugé utile de distinguer chez les « inactives » les femmes au foyer, la pré-enquête ayant permis d'anticiper sur cette réalité, notamment lié au statut de femme d'indépendant, pas nécessairement et toujours assimilable aux aides familiaux.

Dernière PCS de la Mère	**Effectifs**	**%**
Non réponse	113	12,5%
Agricultrice exploitante	210	23,3%
Artisan, commerçante, chef d'entreprise	40	4,4%
Cadre, profession intellectuelle supérieure	34	3,8%
Profession intermédiaire (contremaître, technicienne, institutrice, etc.)	121	13,4%
Employée	171	18,9%
Ouvrière	27	3,0%
Mère au foyer	176	19,5%
Sans activité professionnelle	11	1,2%
Total	**903**	**100,0%**

Concernant le taux élevé de non-réponses relevé plus haut, il est du même ordre en ce qui concerne les mères des répondants. Ces mères sont ici aussi largement intégrées dans l'exploitation agricole, même si c'est moins massivement que pour ce qu'il en est avec les pères (moins 14 points). On les compte aussi moins souvent dans l'activité indépendante hors agriculture. Elles sont au contraire plus souvent employées et surtout femmes au foyer. Nonobstant toujours la question de la taille des exploitations, leur position sociale apparait

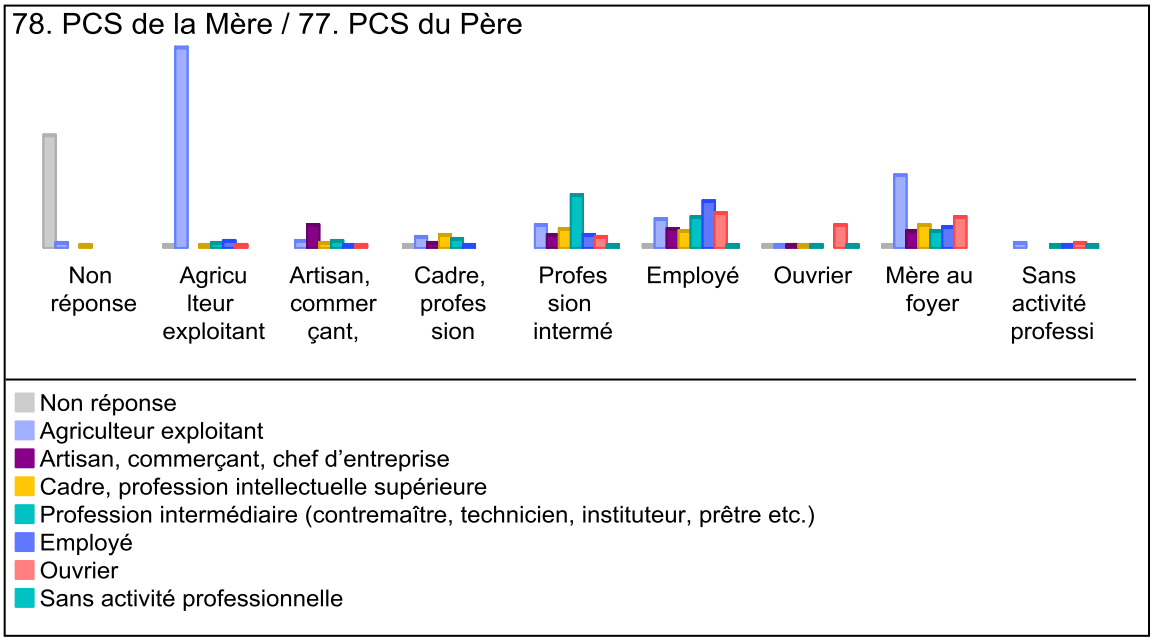
également plutôt modeste. Globalement, cette situation socioprofessionnelle se situe en-dessous de celle des pères. Sachant qu'en règle générale une certaine homogamie sociale règne au sein des couples, avec un avantage conféré aux hommes, on a ici une confirmation de la relative modestie économique des ascendants, mais toujours et davantage en dehors du monde ouvrier.

Pour autant, la comparaison avec les chiffres nationaux permet de cerner les spécificités de l'ascendant maternel avec le vécu socioprofessionnel des femmes françaises.

Comparatif Mères MRJC / Femmes France (2011) [Hors non-réponses]	**Mères MRJC**	**France Actifs & Retraités**
Agricultrice exploitante	26,6%	2,3%
Artisan, commerçante, chef d'entreprise	5,1%	3,8%
Cadre, profession intellectuelle supérieure	4,3%	9,1%
Profession intermédiaire (contremaître, technicienne, institutrice, etc.)	15,3%	17,7%
Employée	21,6%	35,8%
Ouvrière	3,4%	10,0%
Mère au foyer	22,2%	12,1%
Sans activité professionnelle	1,4%	9,2%
Total	**99,9%**	**99,9%**

Ce comparatif est loin d'être superflu. Il montre un rapport identique aux hommes chez les agricultrices, mais un quasi doublement de la proportion des femmes au foyer par rapport à la situation des françaises, ici l'effet de l'âge ayant été en grande partie annulé par la prise en compte des étudiantes parmi les sans activité professionnelle. De plus, Ces mères confirment et accentuent la surreprésentation des ascendants chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, mais également la sous-représentation chez les employés, les ouvriers et les cadres. Cette sous-représentation est d'ailleurs particulièrement forte en ce qui concerne les femmes employées. C'est bel et bien les activités domestiques et agricoles qui caractérisent l'ascendance féminine de l'échantillon.

Profession de Mère en fonction de la profession du Père

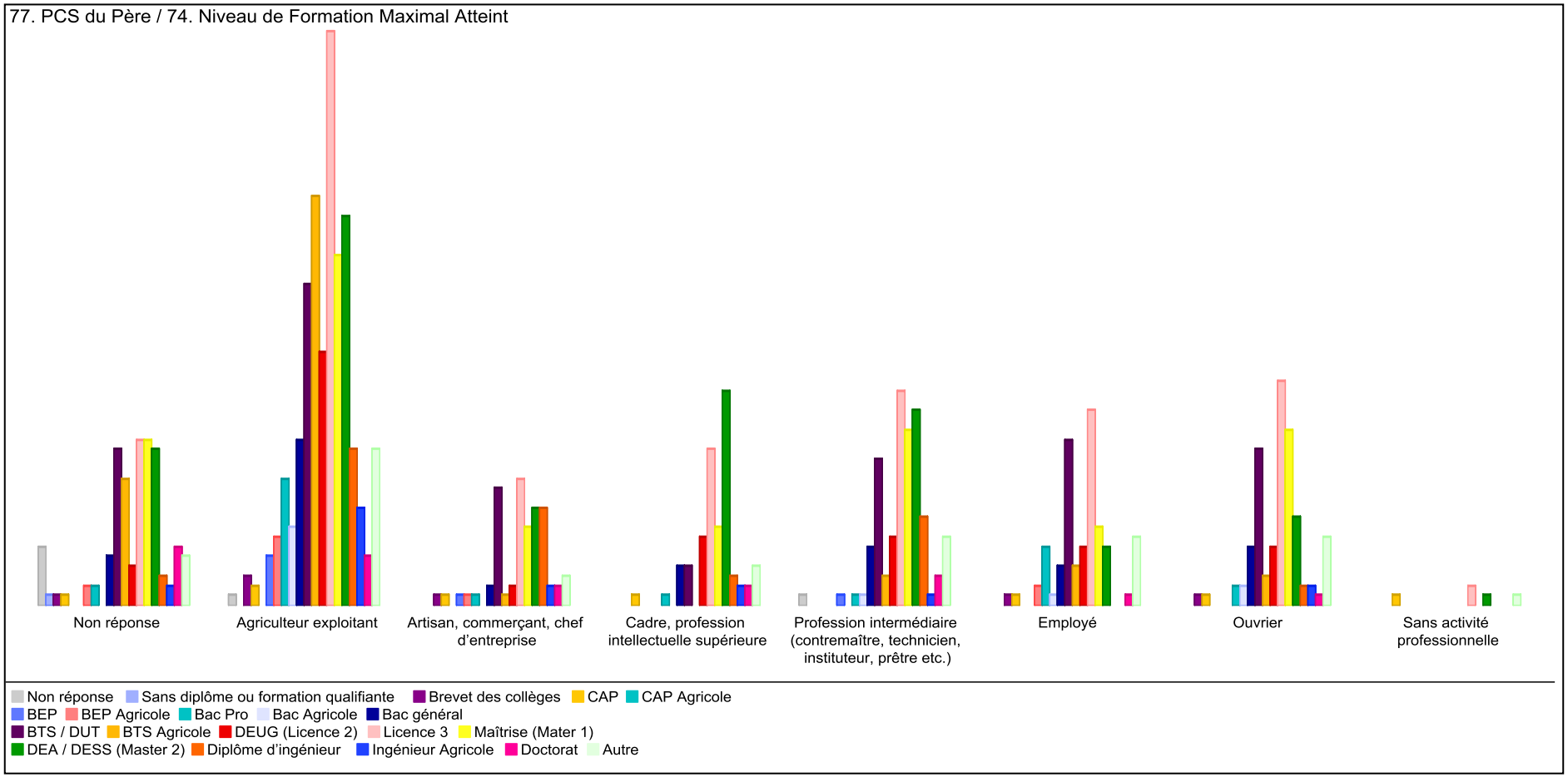


Le croisement entre les deux variables professionnelles quant aux ascendants montre de surcroit que la plupart des agricultrices ont un conjoint lui-même agriculteur, comme la majorité des mères au foyer. C'est donc la situation agricole du père qui est associée à ces deux statuts pour les mères, bien que le foyer puisse se retrouver dans les autres PCS des conjoints.

Cela signifie encore que ces mères étaient potentiellement présentes au foyer, soit comme agricultrice, soit parce que sans profession, et qu'elles ont pu jouer un rôle quant à l'accompagnement de leurs enfants dans l'expérience du MRJC.

Capital culturel et origines socioprofessionnelles

Niveau de formation maximal atteint en fonction de la profession du père



L'influence du milieu familial sur les études engagées se retrouve effectivement en ce qui concerne la profession des pères. Ainsi, on ne sera pas surpris de voir les agriculteurs-exploitants avoir plus souvent pour fils des étudiants dans les filières agricoles (Bac et BTS notamment). Surtout, le tableau suivant montre que des liens privilégiés existent entre certaines PCS et des diplômes spécifiques.

Croisement entre la PCS des Pères et le niveau de formation maximal atteint

PCS du Père **Niveau de Formation**	**Non réponse**	**Agriculteur exploitant**	**Artisan, commerçant, chef**	**Cadre, profession intellectuelle**	**Profession intermédiaire**	**Employé**	**Ouvrier**	**Sans activité professionnelle**	**Total**
Non réponse	6	1			1				**8**
Sans diplôme ou formation qualifiante	1								**1**
Brevet des collèges	1	3	1			1	1		**7**
CAP	1	2	1	1		1	1	1	**8**
CAP Agricole									
BEP		5	1		1				**7**
BEP Agricole	2	7	1			2			**12**
Bac Pro	2	13	1	1	1	6	2		**26**
Bac Agricole		8			1	1	2		**12**
Bac général	5	17	2	4	6	4	6		**44**
BTS / DUT	16	33	12	4	15	17	16		**113**
BTS Agricole	13	42	1		3	4	3		**66**
DEUG (Licence 2)	4	26	2	7	7	6	6		**58**
Licence 3	17	59	13	16	22	20	23	2	**172**
Maîtrise (Mater 1)	17	36	8	8	18	8	18		**113**
DEA / DESS (Master 2)	16	40	10	22	20	6	9	1	**124**

Diplôme d'ingénieur	3	16	10	3	9		2		**43**
Ingénieur Agricole	2	10	2	2	1		2		**19**
Doctorat	6	5	2	2	3	1	1		**20**
Autre	5	16	3	4	7	7	7	1	**50**
Total	**117**	**339**	**70**	**74**	**115**	**84**	**99**	**5**	**903**

Khi2=134 ; ddl=133 ; p=0,448 ; (Val. théoriques < 5 = 107) ; V de Cramer=0,146.

De même, les dépendances entre la PCS Employé du père et des formations courtes et professionnalisantes (Bac Pro et BTS/DUT) ou encore Cadre et Master 2, Artisan/Commerçant/Chef d'entreprise et ingénieur.

La population étudiée maintient ainsi les logiques sociales, même si elle se caractérise par un niveau d'études globalement plus élevé.

Croisement entre la PCS des Mères et le niveau de formation maximal atteint

PCS de la Mère / Niveau de Formation	Non réponse	Agricultrice exploitante	Artisan, commerçante, chef d'entreprise	Cadre, profession intellectuelle supérieure	intermédiaire (contremaître, technicienne, institutrice etc.)	Employée	Ouvrière	Mère au foyer	Sans activité professionnelle	Total
Non réponse	6	1							1	**8**
Sans diplôme ou formation qualifiante	1									**1**
Brevet des collèges		3	1					3		**7**
CAP	1	1				3		2	1	**8**
CAP Agricole										
BEP		2	1					4		**7**
BEP Agricole	2	1	1					7	1	**12**
Bac Pro	2	7	1		2	8	2	4		**26**
Bac Agricole		8			1	2			1	**12**
Bac général	5	8	3	2	2	9	3	11	1	**44**
BTS / DUT	14	23	4	2	13	27	2	25	3	**113**
BTS Agricole	11	27	3	1	3	7	1	13		**66**
DEUG (Licence 2)	5	15	2	2	5	11	3	14	1	**58**

Licence 3	15	28	6	7	35	44	6	30	1	**172**
Maîtrise (Mater 1)	17	30	6	4	15	21	1	19		**113**
DEA / DESS (Master 2)	18	24	9	9	24	16	6	18		**124**
Diplôme d'ingénieur	3	9	1	1	15	4	1	9		**43**
Ingénieur Agricole	2	6		2	3	1		5		**19**
Doctorat	6	4			1	3		5	1	**20**
Autre	5	13	2	4	2	15	2	7		**50**
Total	**113**	**210**	**40**	**34**	**121**	**171**	**27**	**176**	**11**	**903**

Khi2=147,3 ; ddl=152 ; p=0,592 ; (Val. théoriques < 5 = 127) ; V de Cramer=0,143.

Élément intéressant la remarque précédente quant au rôle des mères dans l'investissement estudiantin, les liens statistiques les concernant sont plus nombreux. Les mères au foyer sont par exemple associées à des BEP, les employées au niveau Licence, tout comme les professions intermédiaires qui amènent également plus souvent à des formations longues de Master 2 et d'ingénierie, spécialement agricole. Le constat concernant les pères et les filières agricoles se trouve ici confirmé avec les mères, de la même manière que l'encadrement ou les professions intellectuelles supérieures qui conduisent plus souvent aux Masters 2. Le poids des influences sociologiques ne peut donc être nié, même si ici on aimerait pouvoir expliquer la liaison entre les non-réponses et le doctorat.

L'EFFET MRJC : UNE COMMUNAUTÉ DISTINCTIVE DE JEUNES RURALISTES

Les entretiens réalisés auprès d'anciens militants du mouvement ont montré le caractère marquant de ce passage par l'action catholique dans le ressenti des personnes interviewées. « On mangeait MRJC, on s'habillait MRJC. Sur le quai d'une gare on se reconnaissait à notre dégaine » (Sophie, 50 ans, ancienne permanente nationale).

Évènements marquants et perception des priorités du mouvement

C'est encore ce que révèlent les réponses au questionnaire. Ce dernier a cherché à cerner les évènements initiateurs de cet impact sur le vécu personnel.

Question : Quel(s) événement(s) marquant(s) retenez-vous de votre passage au MRJC ?

La plupart des participant-e-s au questionnaire (plus de 800) ont apporté une réponse à ce questionnement. Très loin devant, ce sont les grands rassemblements qui ont marqué les mémoires, mais beaucoup de répondants insistent sur une diversité d'évènements : les débats d'orientation, l'appel à la permanence ou encore les camps, des manifestations variées et des projets hétéroclites

La mise en perspective d'un vécu au sein de l'Action catholique (à conjuguer au passé pour certains, quand pour d'autres il s'agirait d'un bilan en cours de parcours) et d'une appréhension du MRJC aujourd'hui, a été cernée par le biais d'une série d'échelles proposée aux répondants.

On constate tout d'abord un taux de non-réponses toujours largement inférieur à un dixième de l'échantillon. Ce constat permet de vérifier qu'une très large majorité des anciens

continuent d'avoir un regard pointu sur les thématiques qui constituent le cœur de l'action du mouvement. Secundo, ces variables donnent la possibilité de comparer l'affichage des priorités telles que les présente le niveau national et la façon dont les militants les appréhendent sur le terrain, voire les réorganisent.

Question : Dans votre perception des actions du MRJC, comment estimez-vous L'IMPORTANCE que le mouvement accorde aux thèmes suivants :

- LA CHRÉTIENTÉ / LA FOI / LA SPIRITUALITÉ ;
- L'EMPLOI ;
- LA JEUNESSE ;
- LA FORMATION ;
- L'ÉDUCATION POPULAIRE ;
- L'AGRICULTURE ;
- LES MILIEUX RURAUX ;
- LE POLITIQUE.

CHRÉTIENTÉ/FOI/SPIRITUALITÉ	**Effectifs**	**%**
Non réponse	76	8,4%
PEU d'importance	31	3,4%
PLUTOT PEU	164	18,2 %
MOYENNEMENT	412	45,6 %
PLUTOT BEAUCOUP	194	21,5 %
BEAUCOUP	26	2,9%
Total	**903**	**100,0 %**

Bien que courant de l'action catholique, le MRJC n'est pas perçu comme un mouvement orientant ses priorités sur les questions de foi. Les modalités allant dans un sens

ou dans l'autre s'équilibrent pour laisser une majorité des répondants dans une perception nuancée. S'ajoutent à ces nuances la proportion des non-réponses, la plus élevée de cette série de variables.

EMPLOI	**Effectifs**	**%**
Non réponse	62	6,9%
PEU d'importance	17	1,9%
PLUTOT PEU	81	9,0%
MOYENNEMENT	289	32,0%
PLUTOT BEAUCOUP	351	38,9%
BEAUCOUP	103	11,4%
Total	**903**	**100,0 %**

En comparaison, les actions en faveur de l'emploi recueillent plus de 50% des réponses allant dans le sens de l'affirmative, même si celle-ci est à pondérer par le choix de la modalité « plutôt ».

JEUNESSE	**Effectifs**	**%**
Non réponse	40	4,4%
PEU d'importance	2	0,2%
PLUTOT PEU	9	1,0%
MOYENNEMENT	27	3,0%
PLUTOT BEAUCOUP	308	34,1%
BEAUCOUP	517	57,3%
Total	**903**	**100,0 %**

C'est encore plus évident avec le thème de la jeunesse qui recueille plus de 9 réponses sur 10 en faveur d'une opinion affirmative, et généralement prononcée. Le MRJC semble ainsi être identifié comme avant toute chose un mouvement de jeunes, dont les thématiques prioritaires évoluent avec les questionnements de ces classes d'âge, dont l'emploi.

FORMATION	**Effectifs**	**%**
Non réponse	54	6,0%
PEU d'importance	4	0,4%
PLUTOT PEU	51	5,6%
MOYENNEMENT	149	16,5%
PLUTOT BEAUCOUP	401	44,4%
BEAUCOUP	244	27,0%
Total	**903**	**100,0 %**

L'échantillon répondant se montre moins affirmatif en ce qui concerne une priorisation orientée vers la formation, bien que celle-ci reste largement positive pour plus des deux tiers. On peut se surprendre d'un tel résultat si l'on retient les propos tenus par les anciens consultés en vis-à-vis direct. Ces derniers insistaient sur ce qu'ils avaient retenu de leur passage par le mouvement, à savoir une manière d'appréhender le monde différemment, et à ce titre particulièrement formatrice. La formation dont il est parfois question renvoie ainsi davantage à une éducation. Le fait d'avoir proposé cet item après celui d'emploi a orienté la compréhension dans le sens de formation qualifiante.

EDUCATION POPULAIRE	**Effectifs**	**%**
Non réponse	55	6,1%
PEU d'importance	5	0,6%
PLUTOT PEU	19	2,1%
MOYENNEMENT	95	10,5%
PLUTOT BEAUCOUP	299	33,1%

BEAUCOUP	430	47,6%
Total	**903**	**100,0 %**

En parallèle avec la thématique jeune, le MRJC est clairement et fortement pensé comme inscrit dans l'éducation populaire. Les opinions contraires sont ici marginales. C'est probablement ici un des identifiants parmi les plus fédérateurs de l'effet généré par le mouvement.

AGRICULTURE	**Effectifs**	**%**
Non réponse	65	7,2%
PEU d'importance	11	1,2%
PLUTOT PEU	71	7,9%
MOYENNEMENT	234	25,9%
PLUTOT BEAUCOUP	358	39,6%
BEAUCOUP	164	18,2%
Total	**903**	**100,0 %**

Bien que descendant direct de l'ancienne JAC, et restant perçu comme s'intéressant aux questions agricoles, le mouvement paraît davantage centré sur les jeunes et l'éducation populaire. Ce thème reste néanmoins important aux yeux des répondants avec près de 60% d'opinions favorables à la proposition. Le MRJC n'est plus ainsi compris comme l'éducation populaire à destination des enfants d'agriculteurs. Pour autant, l'agriculture n'est pas une thématique parmi d'autres.

MILIEUX RURAUX	Effectifs	%
Non réponse	53	5,9%
PEU d'importance	2	0,2%
PLUTOT PEU	20	2,2%
MOYENNEMENT	93	10,3%
PLUTOT BEAUCOUP	391	43,3%
BEAUCOUP	344	38,1%
Total	**903**	**100,0 %**

En comparaison, la thématique des milieux ruraux semble dominante avec plus de 9 réponses sur 10 allant dans ce sens. D'une certaine manière, les anciens du mouvement ont vécu de l'intérieur les mutations que les sociologues mettaient en visibilité en affirmant le débordement des questions agricoles par de nouvelles

LE POLITIQUE	Effectifs	%
Non réponse	68	7,5%
PEU d'importance	30	3,3%
PLUTOT PEU	82	9,1%
MOYENNEMENT	257	28,5%
PLUTOT BEAUCOUP	344	38,1%
BEAUCOUP	122	13,5%
Total	**903**	**100,0 %**

Les questions de vie dans la cité semblent appréhendées comme un domaine d'intervention du mouvement, mais sans exclusive. Mais comme pour la foi et l'agriculture, les non-réponses progressent légèrement sur cette proposition.

Pour synthétiser, l'échantillon se représente l'action du mouvement comme prioritairement tournée vers une éducation populaire en direction des jeunes ruraux, et se

préoccupant à ce titre de leur place dans la sphère du travail. Mais à la différence d'autres courants de l'éducation populaire qui pourraient se revendiquer des mêmes objectifs, la spécificité du MRJC tient dans l'ouverture aux questions de spiritualité et de foi. Le poids de l'histoire se révèle encore au travers du rôle joué par l'agriculture dans ses orientations. Relevons à ce propos que ce thème tend à reprendre de l'importance pour la période contemporaine avec les débats autour du développement durable et de l'agriculture biologique.

Les huit thématiques exposées à l'opinion ne sont pas exclusives pour les répondants. 115 parmi eux ont utilisé la possibilité de définir leur perception propre de ces priorités telles qu'ils les appréhendent. Ce résultat montre de prime abord que l'influence du MRJC dépasse de loin les impacts qui lui sont classiquement associés. En dehors de 19 personnes qui ne s'estiment pas assez en phase avec l'actualité du mouvement, 133 propositions émergent de ces 96 réponses valides. Le principal enseignement à en tirer concerne l'apparition de domaines qui n'étaient pas soumis au questionnement, et au premier niveau l'environnement.
L'écologie et la problématique du développement durable recueille l'assentiment de 17 personnes qui y voient un thème désormais central.
Un autre secteur, où s'investit le MRJC au travers du MIJARC, regroupe les propositions tournant autour de l'international. Ces dernières se découpent en deux thèmes. D'abord l'universel au sens d'« ouverture au monde » par la découverte d'autres cultures (13 réponses) et ensuite la solidarité internationale via la coopération (4).
Se détachant ou précisant le sens à donner à la notion de « politique », 14 répondants ont jugé utile de préciser la « citoyenneté », thème auquel on pourrait ajouter l'Europe (1), à la jonction entre le citoyen continental et l'international.
Cette ouverture au monde trouve un écho pour huit autres réponses par l'ouverture aux autres, la découverte de l'altérité, le lien social induit par les rencontres et la sociabilité qu'il en découle.
Sont énoncées dans ce sens des notions générales comme la « solidarité » (9), la « tolérance » (3), le « partage » et l'« humanisme » (3) qui résonnent avec les valeurs prônées par le catholicisme social.
La dimension agissante de ce dernier se retrouve autour des termes de « transformation sociale » (7), avec ici un accent mis sur l'économie sociale et solidaire, mais encore l'engagement dans la société (6).

Le « développement personnel » est mis en relation avec l'apprentissage de « l'action collective » (9), l'individuel et le groupal se trouvant pensés comme des instances interdépendantes. Il en découle un mouvement qui « donne du sens » (3).
Parmi les thèmes plus concrets, le local (11) est associé à l'idée de développement (« vivre et travailler au pays »), d'animation ou de mobilité.
En parallèle, l'éducation semble un mot porteur de sens lorsque l'école est reliée au territoire (6).
L'intergénérationnel et la culture dans sa signification générale sont cités chacun deux fois.
Enfin, le MRJC reste pour cinq répondants un puissant vecteur de responsabilisation des jeunes et à ce titre son approche méthodologique (« Voir, juger, agir ») est formulée par trois autres, qui y voient une clé de lecture privilégiée des réalités sociétales.
Les critiques sont au final très minoritaires (7), qu'il s'agisse d'estimer le poids de la religion ou de la politique comme trop important (2), le recrutement des jeunes trop central (3) ou encore de regretter le temps accordé à la quête de financements pour la vie du mouvement (2).
Il en ressort une image contemporaine du MRJC comme mouvement d'éducation populaire davantage tourné vers la protection de la nature, mais au nom d'une équité sociale et citoyenne qui puise ici dans les fondements de la philosophie humaniste lui ayant donné naissance.

C'est dans cette perspective qu'un pareil renouvellement des représentations ne contrarie en rien ce qui paraît constituer le noyau dur de la perception qui se dégage globalement.

La distinction du mouvement : pour et par les jeunes

Près des deux tiers de l'échantillon répond ainsi à une question ouverte sur le caractère distinctif du MRJC dans le monde associatif, laquelle a donné lieu parfois à de longs développements. On remarquera le paradoxe (non contradictoire) d'une énorme homogénéité dans les éléments apportés pour justifier de ce caractère distinctif perçu dans le mouvement.
Avant tout autre argumentaire, c'est le slogan qui s'impose massivement :
« un mouvement de jeunesse géré et animé par des jeunes ».

Il n'y a donc pas à se surprendre que soit apportée en complément la capacité de renouvellement de ses cadres :

« sa particularité tient au fait que cette association est gérée et animée par des jeunes et que ses salariés permanents... ne sont pas permanents (ils ne restent pas longtemps...) »
Dans la même orientation, l'organisation « réellement démocratique » est souvent présentée comme une spécificité pas si courante pour la jeunesse.

Viennent en second lieu ces grands identifiants du mouvement évoqués plus haut : l'éducation populaire, la ruralité et les questions transcendantes, dont la foi. Par son « ouverture », le MRJC est qualifié de « Véritable école de vie », où l'on se forme au vivre ensemble autant qu'à développer une pensée critique. En conséquence, l'autonomie et la liberté d'expression sont de puissants leviers pour exercer une forme d'engagement, en associant l'action à la réflexion, par le moyen du projet.

« Il permet à des jeunes en responsabilité de s'investir, de se former et d'oser penser différemment. »
Alain [1996-2011], ancien permanent départemental, 30 ans, profession intermédiaire dans les télécommunications.

« Il propose une véritable formation politique aux jeunes, au sens noble du terme : prise de responsabilités, possibilité de se forger une opinion critique. »
Christine [1998-2013], ancienne permanente nationale, 32 ans, travaillant actuellement dans le secteur éducatif.

CONCLUSION : LE RÉINVESTISSEMENT DE L'EXPERIENCE MILITANTE AU MRJC

Expérience marquante, le passage par le mouvement donne surtout lieu à des réinvestissements, et ce tant sur le plan personnel que sociétal. Au premier plan, si les dimensions formation et projet professionnel n'étaient pas centrales quant aux motivations initiales pour s'impliquer, c'est tout le contraire qui se présente dans la réflexion a posteriori sur ce qu'aura apporté le mouvement. Certains répondants vont plus loin en estimant que toute leur vie a été guidée par cette expérience (« humaine »). Les domaines où cette prégnance s'est révélée efficiente sont certes la foi, mais surtout le développement personnel, la formation, le choix professionnel et la manière de travailler, les préférences syndicales, les

options politique, ainsi qu'une certaine conception de la ruralité, voire le mode de vie centré sur l'écologie.

Les compétences acquises sont quant à elles protéiformes, allant de la formation politique, par un regard critique sur la société, jusqu'à la dimension réflexive sur le sens à donner à sa vie, notamment par un engagement associatif qui vise à transformer la société. Les trois quarts de la population se trouvent ainsi ou se sont trouvés en situation de responsabilité associative. Or, les secteurs établissent un rapport assez évident avec le MRJC, notamment l'éducation populaire et le champ confessionnel. Ces résultats, qui confortent l'hypothèse d'un milieu favorable à l'engagement dans des structures notamment alternatives, sont à coupler avec les données qui suivront sur la création d'associations à vocation économique au sein de l'économie sociale et solidaire[18].

Plébiscité pour la formation qu'il offre, y compris sur le plan du réinvestissement dans la sphère du travail, le mouvement n'a pas été neutre quant au devenir professionnel des jeunes qui sont passés par son militantisme. Deux manières de cerner cette dimension ont été retenues, à savoir d'une part la formation initiale en termes de métier et d'autre part la catégorie socioprofessionnelle atteinte à ce jour.

Sur la première dimension, les réponses sont trop hétéroclites pour en réaliser le recodage par catégorie. Nous fournissons ici les réponses les plus courantes. On compte ainsi un grand nombre de répondants qui se sont formés à des métiers agricoles ou para-agricoles, comme celui de conseiller. Les agents de développement locaux sont également bien représentés, notamment quand il s'agit de développement des territoires ruraux. De même, la médiation peut parfois concerner les exploitants en difficulté. Nombre de techniciens ont également à voir avec les questions agricoles ou forestières. Un deuxième champ concerne les domaines du social et du culturel. On y trouve des animateurs, administrateurs, éducateurs ou responsables. L'environnement est également cité comme mission centrale par plusieurs animateurs. Le troisième champ est en lien avec les métiers de l'enseignement (voire de la recherche) et de la formation. Il s'agit régulièrement de formateurs aux métiers du développement et de l'animation locale. L'ingénierie occupe une place non négligeable, avec

[18] Cf. Matthieu Hély : *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris : PUF, 2009. Matthieu Hély et Pascale Moulévrier : *L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques*, Paris : La Dispute, 2013, « Travail et salariat ».

une orientation courante vers l'agronomie. Enfin, le secteur de la santé, du secrétariat au soin, concerne plusieurs dizaines de répondants.

La seconde dimension est plus aisée à cerner[19].

PCS	**Effectifs**	**%**
Non réponse	16	1,8%
Agriculteur exploitant	84	9,3%
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	43	4,8%
Cadre, profession intellectuelle supérieure	238	26,4%
Profession intermédiaire (contremaître, technicien, instituteur, prêtre etc.)	268	29,7%
Employé	163	18,1%
Ouvrier	18	2,0%
Retraité, pré-retraité	36	4,0%
Actuellement sans activité professionnelle	37	4,1%
Total	**903**	**100,0%**

En termes de Professions et Catégories Socio-professionnelles, l'échantillon se situe majoritairement dans des métiers allant des employés aux cadres, en passant par les professions dites intermédiaires (près des 3/4). La surreprésentation des cadres et professions intellectuelles dites « supérieures » (26,4% contre 9,4% dans l'ensemble de la France) met en visibilité un public plutôt fortement doté en capital culturel, ce que nous montrions précédemment. En revanche, avec moins de 30%, les professions intermédiaires sont fortement sous-représentées (France : 50,7%). Notons également la subsistance d'une présence agricole neuf fois supérieure à ce qu'elle est dans la population hexagonale (9,3% contre 1%).

Intéressant plus spécifiquement les hypothèses de cette recherche, certains secteurs d'activité ont été ciblés pour vérifier l'engagement dans des domaines de la vie

[19] Nous avons ici retenu une classification classique, donc comparable avec les données nationales fournies par l'INSEE. Il s'agit du premier niveau de la nomenclature en PCS, soit en huit niveaux.

professionnelle porteurs de valeurs proches du mouvement et/ou potentiellement investis d'un rôle dans la transformation sociale ou son accompagnement.

Question : Votre activité professionnelle actuelle (ou la dernière exercée) relève du ou des secteur(s)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	**Effectifs**	**%**
Non réponse	18	
Agricole	142	15,7%
Para-agricole	54	6,0%
Sanitaire et / ou Social	194	21,5%
Educatif	263	29,1%
Insertion/Emploi	71	7,9%
Socioculturel	93	10,3%
Développement local	127	14,1%
Services à la Personne / aux Entreprises	60	6,6%
Développement Economique	57	6,3%
Tourisme / Loisirs	35	3,9%
Autre Domaine	210	23,3%
Total/ interrogés	**903**	

Interrogés : 903 / Répondants : 885 / Réponses : 1306. Pourcentages calculés sur la base des interrogés.

Enfin, es valeurs défendues au travers du travail paraissent pour ces motifs occuper une place non négligeable. On le cerne encore au travers de l'économie dite sociale et solidaire.

Question : Votre travail (ou le dernier exercé) s'inscrit-il dans une dimension de l'économie sociale et solidaire ?

ÉCONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE	Effectifs	%
Non réponse	44	4,9%
Oui	266	29,5%
Non	593	65,7%
Total	**903**	**100,0%**

Dans cet ordre de questionnement, il importait de savoir si le MRJC pouvait être considéré, peu ou prou comme une « pépinière » en direction d'une autre économie, plus soucieuse de l'humain, et donc en lien avec la philosophie du mouvement. Néanmoins, plutôt que de proposer une classification déjà établie, laquelle fait actuellement l'objet de débats, nous avons opté pour une approche consistant à laisser les répondants apprécier le caractère social et solidaire de leur activité professionnelle.

Et il semble que cette dimension soit effectivement très présente au regard de ce qu'il en est dans le paysage économique français. Près de 30% des répondants se positionnent ainsi dans l'affirmative.

L'idéal-type qui se dégage de l'expérience vécue, en particulier par les permanents, pourrait ainsi se résumer via la réussite d'une vie familiale entre deux militants du mouvement, tous deux syndiqués à la Confédération paysanne, fortement impliqués dans la vie de leur petite commune (notamment associative et plutôt culturelle), recherchant dans leur manière de travailler une alternative aux relations asymétriques entre salariés et dirigeants. Pour ce faire, et notamment « vivre au pays », ils ont repris une exploitation agricole conventionnelle en la convertissant au bio. Plutôt que de rechercher l'agrandissement de la surface exploitée ils ont diversifié les activités de la ferme en s'ouvrant vers d'autres publics, avec une table d'hôte, un gîte ou une AMAP. Association pour le Maintien d'une Agriculture paysanne qui leur permet également d'être en contact avec d'autres paysans, fondant ensemble un GAEC[20], travaillant en CUMA[21]. Ils accompagnent leurs enfants en tant qu'adultes référents de l'équipe locale du MRJC, contribuant à l'organisation des camps de jeunesse, des rassemblements, formations citoyennes et autres rencontres pour générer une conscientisation et des échanges solidaires.

[20] Groupement Agricole d'Exploitation en Commun.
[21] Coopérative d'Utilisation de Matériel en Commun.

Éventuellement, ils ont pu intégrer une « équipe d'aumônerie diversifiée » (EAD) ou ils pensent à intégrer un groupe CMR (Chrétiens en milieu rural). La municipalité les tente. Ils s'imagineraient assez bien dans une position d'adjoint-e chargé-e des questions intercommunales, en recherchant des solutions pratiques en faveur du développement local. Leur mode de vie et leur forme de consommation sont fortement imbibées des débats tenus au MRJC. Ils en conservent d'ailleurs de nombreuses amitiés. En bref, leurs trajectoires sociales, économiques et spatiales, comme leurs aspirations, sont étroitement induites par cette jeunesse de militance. En ce sens, une population telle que celle du MRJC peut nos aider à cerner une forme de liaison entre un âge de la vie et les trajectoires qui s'en sont suivies.